

# TRIBUNE



PB-PP | B-00802  
BELGIE(N) - BELGIQUE

AVRIL  
2016

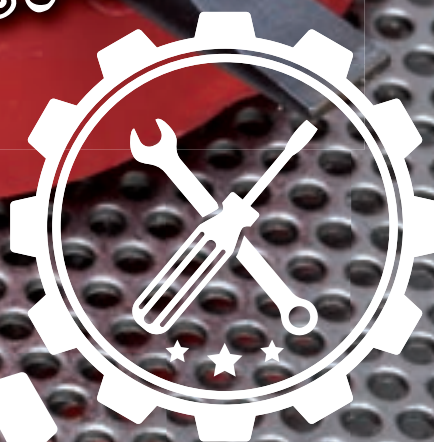
## TÉLÉCOM AVIATION

**CGSP**

FGTB Services Publics

72<sup>e</sup> année - n°4- avril 2016 (mensuel) dépôt CHANLEROI X | P402047 | retour : CGSP place Fontainas, 9/11 1000 Bruxelles

Repair Café.  
Jeter ?  
Pas question !



DOSSIER P. 4



### ÉDITO

Une journée, une expo  
et ... un combat à  
toujours recommencer

P. 3



### MOT QUI PUE

Collaborateur

P. 7



### TÉLÉCOM AVIATION

Changeons l'Europe  
ensemble ! 4<sup>e</sup> Congrès  
d'UNI Europa

P. 10



## Prime syndicale 2015

### Rappel

Comme chaque année, le formulaire de demande de paiement doit être dûment complété.

N'oubliez pas de le signer et envoyez-le au secrétariat de votre secteur ou de votre régionale intersectorielle avant le 1<sup>er</sup> juillet 2016 !

## Vignette cotisations

Chaque année, vous receviez une vignette autocollante attestant du paiement de vos cotisations syndicales pour l'année écoulée à apposer dans votre carnet syndical.

À partir de 2016, cet envoi ne sera plus automatique.

Cependant, les affiliés désireux de recevoir cette attestation peuvent en faire la demande à la CGSP fédérale soit par mail via l'adresse courriel [AFFILIATION@cgspacod.be](mailto:AFFILIATION@cgspacod.be), soit par téléphone au numéro 02/508 59 80.

## Élections sociales 2016

**VOTEZ**

**2**

[WWW.FGTB2016.BE](http://WWW.FGTB2016.BE)

**ELECTIONS SOCIALES**

**FGTB**  
Ensemble, on est plus fort

**FGTB**  
POUR TOUJOURS

## DANS NOS RÉGIONALES

### Hainaut occidental - Voyage à Bruxelles

L'Amicale des Pensionnés CGSP organise le 18 mai un voyage à Bruxelles : visite du Parlement européen,

- repas à la Brasserie « *Belle Vue* » (boissons non comprises),
- visite du Musée du train « Train World »,
- visite du Domaine provincial de Huizingen.

Prix : 55 €/affilié CGSP-FGTB et 65 €/sympathisant. **Nombre de places limité.**

Renseignements et inscriptions à la régionale.

### Namur- Festivités du 1er Mai

**1<sup>er</sup> MAI 2016**  
**21° FESTIVITÉS A NAMUR**  
- INVITATION CORDIALE A TOUTES ET TOUS -  
CGSP - Rue de l'Armée Grenadier 41 - 5000 NAMUR

**PROGRAMME**

**10:30** Accueil - Café ☕  
**11:00** Meeting 💬

Sous la coprésidence de :  
**Patrick MERTENS**, Président de la FGTB Namur  
**Joëlle TYSSAEN**, Secrétaire Régionale Intersectorielle de la CGSP Namur

Orateurs :  
**Joseph THONON**, pour la CGSP NAMUR  
**Marc GOBLET**, Secrétaire fédéral FGTB  
**Guy FAYS**, Secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB NAMUR.

**12:00** Apéritif musical 🎵  
**12:30** Barbecue géant 🍖  
(adultes : 12,00€ - enfants : 6,00€)  
Réservation obligatoire pour le 22/04/2016  
par virement au n° de compte : BE63 636 3827404-05  
(communication : « nombre de BBQ adultes et enfants - 1<sup>er</sup> mai 2016 »)  
par téléphone : 081/72.91.13 ou 081/72.91.43  
par fax : 081/72.91.31  
par mail : [marie.dussart@cgsp.be](mailto:marie.dussart@cgsp.be)  
[helene.dupont@cgsp.be](mailto:helene.dupont@cgsp.be)

**14:00** Ambiance musicale 🎵  
et animations  
NASHVILLE ROOTS - DJ TOFF

**21:00** Clôture des festivités 🎉

DIVERS STANDS - GRANDE TOMBOLA Tirage permanent  
PAINS SAUCISSES (après 16h) - MUGUETS - BUFFET « PATISseries »

**FGTB Namur**

Toutes infos et matériel disponibles sur le site [www.fgtb2016.be](http://www.fgtb2016.be)

## Une journée, une expo et ... un combat à toujours recommencer

Le 8 mars est la Journée internationale des droits des Femmes, c'est une évidence pour toutes et tous. Pourtant, à voir, à entendre ou à lire le nombre effarant de journalistes ou de commentateurs, voire de commentatrices parler de la journée des femmes ou pire de la femme, il y a vraiment du travail ! Car il s'agit bien de dire, au moins une fois par an, qu'il existe encore beaucoup d'inégalités en termes de droits entre hommes et femmes, tant dans la sphère professionnelle que à la maison, à l'école... La FGTB fédérale a compris que c'était la journée pour sortir une affiche et une vidéo mettant en scène un décolleté plongeant. Les vertus de la provocation et du second degré ne sont parfois pas à propos...

À Herstal, s'est tenu, durant ce mois de mars, une exposition « *Femmes en colère* » qui rappelle très justement la lutte des ouvrières de la FN, véritables pionnières du principe « *À travail égal, salaire égal* ». C'est une manière importante de rappeler que ce combat, elles l'ont mené contre leur patron bien sûr, mais aussi contre leurs collègues masculins, et même contre les délégués syndicaux et leurs maris !

À ceux, et peut-être aussi celles, qui pensent que c'était une autre époque et que maintenant tout va mieux, il suffit de rappeler que beaucoup des mesures de régression sociale que prend ce gouvernement de malheur, sous des dehors de neutralité du point de vue du genre, touchent et précarisent de nouveau beaucoup plus de femmes que d'hommes. Que ce soit en matière de pensions ou de chômage (notamment à temps partiel), ce sont bien les femmes qui sont et vont être les premières et principales victimes.

Le bourgmestre ultraconservateur d'Anvers vient encore d'en rajouter une couche en rappelant, lors de la commémoration d'un écrivain catholique anversois, le rôle traditionnel de la famille et en dénonçant la propension trop facile à la séparation et au divorce...

Il est cité dans *La Libre* du 15 mars : « *Le mariage était loin des romances de magazines mais c'était et est resté un mariage (...) un pacte absolu qui facilite certaines choses. (...) Un revenu professionnel d'un côté, une main dévouée, nourrissante de l'autre, c'est précisément ce dont manquent aujourd'hui des dizaines d'enfants anversois parce que leurs parents ont fait d'autres choix. (...) Nous considérons avec une relative nonchalance le prix humain et économique que notre société paye pour le nombre de plus en plus élevé de couples rompus. (...) Anvers compte de plus en plus de mères seules, qui dépendent d'allocations publiques.* »

Si ce message n'est pas d'une grande clarté, que faut-il ? « La femme est avant tout une épouse et une mère et doit le rester pour ne pas grever les finances publiques et s'occuper des enfants... »

*Femmes en colère*, c'est un beau titre mais en 2016, les femmes, avec également les hommes féministes, doivent continuer le combat car nous sommes toujours à la merci des plans d'austérité qui aggravent les inégalités entre hommes et femmes.

Le féminisme doit être le combat de toutes et tous et il est urgent de continuer à le mener !

# Repair Café. Jeter ? Pas question !

*Consommer, c'est faire de la politique et refuser de surconsommer encore plus. Aujourd'hui, l'obsolescence programmée, ou autrement dit la mort industrielle programmée de nos biens de consommation par leur producteur, est un outil du capitalisme pour nous pousser à acheter toujours plus d'objets.*

Les conséquences de cette surconsommation sont néfastes pour l'écologie. De plus, le tout jetable à durée de vie limité rime malheureusement bien souvent avec l'utilisation de matériaux de faible qualité et des conditions de travail précaires pour les travailleurs des usines qui les produisent.

## Réparer ensemble !

À l'éternelle question, mais que pouvons-nous faire face aux multinationales qui ont créé ce système de surconsommation, certains répondent simplement : réparons nos objets et cessons de les jeter ! Depuis 2007 aux Pays-Bas, la néerlandaise Martine Postma s'investit dans le développement durable au niveau local avec la conviction qu'un autre modèle de consommation est possible. En 2009, elle organise le premier Repair Café à Amsterdam. Face au succès de son concept, elle décide de créer la Fondation Repair Café afin de soutenir la création de Repair Cafés aux Pays-Bas et dans le monde.

Les Repair Cafés poursuivent plusieurs objectifs : consommer moins, lutter contre l'obsolescence programmée et partager ses connaissances et son temps afin de provoquer chez les citoyens un changement de mentalité sur leur consommation.

Le concept est simple, tout le monde peut lancer son Repair Café à l'échelle d'un village, d'un quartier ou d'une association. L'entrée et la participation aux Repair Cafés sont libres et gratuites. Ils sont généralement organisés tous les mois. D'un côté, des citoyens amènent leurs objets défectueux et de l'autre, des citoyens prêtent leurs connaissances et leurs compétences pour les réparer. Au-delà du service, le temps de la réparation est un moment d'échange et d'appren-

tissage. *Réparer ensemble, c'est l'idée du Repair Café.*<sup>1</sup>

D'ailleurs, des ouvrages sur le bricolage et la réparation sont également mis à disposition, il y a toujours quelque chose à apprendre et à partager.

Aujourd'hui, on compte pas moins de 750 Repair Cafés dans le monde, la plupart aux Pays-Bas, en Belgique et en France mais le concept s'exporte également au Japon, aux États-Unis et au Canada.

## L'obsolescence programmée

Les Repair Cafés souhaitent lutter contre l'obsolescence programmée, cette technique marketing qui nous pousse à surconsommer au détriment de notre portefeuille et du développement durable.

Cette pratique commerciale et industrielle n'est pas récente. Les cas célèbres des bas nylons et des ampoules à incandescence datent de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1940, la marque de bas collants *Dupont* se lance dans le marché des bas nylons et le succès est au rendez-vous notamment grâce à la solidité des bas. Cependant, cette durabilité fut volontairement altérée par le producteur quelques années plus tard car elle nuisait à la pérennité de l'entreprise. Les bas étaient tellement solides que les clientes n'en rachetaient que trop rarement. Dans le cas des ampoules à incandescence, les industriels sont allés plus loin en créant un véritable cartel commercial pour réduire volontairement la durée de vie des ampoules bien en dessous de la capacité réelle de production. L'américain *General Electric*, l'allemand *Osram*, le néerlandais *Phillips* et d'autres industriels se réunissent en 1924 pour créer l'entreprise commune *Phoebus* dont l'objectif officiel est l'échange des

licences, brevets et la régulation de la production. Alors que les ampoules de l'époque ont une durée de vie moyenne de 2 400 heures, ils décident de modeler leur production afin de vendre des ampoules d'une durée de vie de 1 000 heures maximum. Il s'agit véritablement du premier accord industriel collectif d'obsolescence programmée connu. En contre-exemple, citons l'ampoule très célèbre de *Livermore* qui éclaire une ancienne caserne de pompiers depuis 1901, bien avant que les producteurs ne réduisent volontairement la durée de vie de leur produit !

Plus récemment, il a été démontré que certains modèles d'imprimante de la marque *Epson* contenaient une puce avec un compteur de copies. Après 18 000 copies, ces imprimantes affichent un message d'erreur obligeant l'utilisateur à changer le tampon encreur, qu'il soit défectueux ou non. Malgré tout, la résistance s'organise puisqu'un informaticien a décidé de contrer ce dispositif en proposant gratuitement un logiciel qui vous permet de remettre ce compteur de copies à zéro.

Les Repair Cafés sont également des formes de résistance à cette obsolescence. Réparer au lieu de jeter, apprendre à réparer, devenir autonome, retrouver du pouvoir ensemble et lutter contre cette consommation toxique pour la planète.

Certains pays ont décidé de lutter contre cette obsolescence. En France, elle est considérée comme un comportement non éthique qui peut faire l'objet d'une infraction pénale. Depuis le 22 juillet 2015, ce délit est passible de

1. voir [www.repaircafe.be](http://www.repaircafe.be)





deux années de prison et de 300 000 € d'amende ou 5 % du chiffre d'affaires annuel réalisé en France par la société condamnée. En Belgique, malgré un projet de loi déposé en 2011, aucune mesure légale précise n'a été prise à ce jour.

## LIBERIA

## Atteinte aux droits syndicaux

*Notre camarade Wendy Verheyden est actuellement la coordinatrice de l'Internationale des services publics (ISP) pour la Stratégie d'intervention Ebola mise en place dans le cadre de la Conférence régionale des syndicats de la santé ouest-africain (Wahsun). Nous lui avons demandé de nous faire part de son expérience.*



Le Liberia, avec ses trois professionnels de la santé pour 10 000 habitants - alors que l'OIT recommande un minimum de 41 personnes pour le même contingent - est la troisième nation du bassin du fleuve Mano à avoir été touchée par le virus Ebola. La situation s'est vite transformée en une affaire de portée internationale.

### Un secteur de la santé sous-financé

Au moment où Ebola frappait le pays de plein fouet, le secteur des soins de santé libérien remontait à peine la pente et souffrait encore des répercussions de la guerre civile qui a déchiré le pays pendant plusieurs années. Un secteur sous-financé, surchargé. Avec des professionnels des soins de santé qui payent le prix des mauvaises conditions de travail alors qu'ils travaillent en première ligne et sont les plus lourdement touchés par le virus. Les syndicats libériens avaient tiré la sonnette d'alarme sur tous ces manquements ainsi que sur l'absence de toute mesure de protection pour les professionnels des soins de santé. Mais ils ont été ignorés par le gouvernement...

Les deux organisations syndicales de la santé du Liberia sont affiliées à l'ISP. Seule une d'entre elles, la NPSHWUL (*National Private Sector Health Workers Union of Liberia*), l'organisation syndicale du secteur privé, est également reconnue en tant que telle par les Autorités libériennes. La NAHWAL (*The National Health Workers Association of Liberia*), qui organise les travailleurs du secteur public des soins de santé, s'est vu refuser son agrégation et est, par conséquent, seulement considérée comme une association. Elle n'a aucunement le droit de participer au dialogue social ni même la possibilité de percevoir des cotisations.

Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente du Liberia, ne tolère toujours aucun syndicat dans le secteur public. Le pays foule aux pieds plusieurs conventions de l'OIT de cette façon.

### Persécutions syndicales

C'est ainsi que le 18 février 2014, en réaction à une grève d'envergure dénonçant les mauvaises conditions de travail, 22 dirigeants syndicaux ont été licenciés par le ministre de la Santé, sans la moindre audition. Vingt d'entre eux ont été

réintégrés suite aux nombreuses réactions. Les deux responsables occupant les rangs les plus élevés, Joseph S. Tamba et George Poe Williams, respectivement président et secrétaire général de la NAHWAL, restent à ce jour sans emploi et donc sans revenus. Martha C. Morris, dentiste assistante et chef du service, figurait parmi les 20 dirigeants qui ont finalement pu réintégrer leur fonction. Cependant, son nom a disparu du registre du personnel pendant 8 mois. Martha avait réussi à fonder un Centre de traitement Ebola dans sa région. Sous sa direction, la section syndicale de la NAHWAL de sa région est devenue la plus forte de toute l'organisation.

Outre les cas mentionnés ci-dessus, des dizaines d'autres dirigeants syndicaux ont été menacés et parfois déplacés vers des zones reculées du pays afin de les empêcher d'organiser les travailleurs. Les travailleurs n'osent pas s'affilier à un syndicat après de telles intimidations. En effet, même un emploi sous-payé vaut mieux que pas d'emploi du tout dans un pays qui connaît un taux de chômage important. Les affiliés eux-mêmes ont peur d'assister à des réunions ou de soutenir des actions...

### Des conséquences graves

L'attitude hostile de l'Autorité et la position très affaiblie dans laquelle se retrouvent les syndicats ont eu un impact majeur dans la lutte contre Ebola. Les syndicats, la voix des travailleurs du secteur des soins de santé, n'avaient pas pu participer à l'élaboration d'un plan de lutte et leur expertise n'a donc jamais été prise en compte. Comme si le professionnel des soins de santé n'avait aucun impact sur la qualité du service et donc, sur l'efficacité des soins de santé...

Aujourd'hui, la NAHWAL et la NPSHWUL travaillent ensemble dans le cadre de la stratégie Ebola de l'ISP afin de réaliser une grande enquête et de récolter les données qui prouveront que les travailleurs ne reçoivent pas toujours leur salaire complet.

L'ISP soutiendra dès lors les syndicats dans leur dénonciation de l'antisindicalisme des Autorités libériennes auprès de l'OIT.

# Collaborateur

*Le fonctionnement du système de domination capitaliste doit au moins autant aux dispositions intériorisées par les dominés qu'aux propriétés objectives des dominants.*

Alain Accardo

Sous l'égide de la gouvernance qui confisque la politique au profit de la gestion managériale, il faut absolument promouvoir une vision irénique de la société uniquement mue par le dialogue entre partenaires à la recherche du consensus. Partant, il faut à tout prix nous convaincre que nous sommes tous membres de la classe moyenne et que le concept de classe lui-même est obsolète et dépassé. De fait, parler en termes de classe revient à impliquer qu'un groupe possède la richesse et le pouvoir dans la société et que les autres pas. Ceci implique d'accepter qu'un groupe en exploite un ou d'autres. Ceci encourage également un groupe à définir ses propres intérêts à l'encontre de ceux d'autres. Et admettre ce point de vue revient à avaliser tout autant l'idée que ceci devrait être rectifié, par la lutte et le conflit mis en œuvre, s'il échec, par un bloc organisé, doté d'un pouvoir politique et économique. L'horreur absolue pour les tenants et partisans d'une société pacifiée où les antagonismes (de classe) n'auraient plus lieu d'être. Horreur absolue et écueil qu'il fallait et qu'il faut détruire.

*La notion de partenaires vise à effacer toute idée d'affrontement face à une situation inégale*

## Identité ou assimilation ?

Et ce qui est vrai pour la société en général l'est autant pour le monde du travail. Pas question de permettre aux travailleurs de construire leur identité en tant que prolétaires, soit, pour reprendre la définition littérale et initiale, en tant que personnes qui ne détiennent pas le contrôle des moyens de production importants. Ce qui exclut certes les actionnaires, les spéculateurs et les grands patrons mais qui englobe assurément tant le facteur que le précaire et le guichetier d'une banque. Pour contrer cette vague potentielle qui, tel un tsunami, pourrait renverser les possédants

et les privilégiés, la logique et la culture de la gestion ont tôt fait de rassembler tout le monde sous le même vocable : adieu ouvriers spécialisés, employés, contremaîtres. Les ressources, le capital humain recherché de nos jours (puisque l'individu a entre-temps été réifié, est devenu une marchandise comme une autre) répondent au doux nom de ... collaborateurs. Toutes les communications adressées au personnel vont alors commencer par « cher collaborateur, chère collaboratrice » et les offres d'emploi recherchent des collaborateurs.

## Partenaires dans le même bateau ?

Étymologiquement, le collaborateur est une personne qui travaille avec une autre.

Le recours préférentiel à ce vocable permet alors de faire de tous les travailleurs des partenaires qui sont tous dans le même bateau.

Alors que le rapport de subordination induit par le contrat de travail n'a bien évidemment nullement disparu, la notion de partenaires vise toutefois à effacer toute idée d'affrontement face à une situation inégale. Car, c'est bien connu, les partenaires sont faits pour s'entendre. À force de nous confronter à des concepts comme le bonheur au travail (un oxymore promu par une *Chief Happiness Officer* en son temps dans un SPF) et à force de cacher la classe ouvrière et ses tentatives de construire un rapport de forces, le capitalisme et le néolibéralisme totalitaires sont parvenus à imposer un système de valeurs vu et vécu comme la nature des choses.

Et c'est ainsi que les mécanismes de domination idéologique préconisés visent à susciter l'adhésion et le consen-



tement sans que les personnes ciblées ne s'en rendent compte. Les chaînes rendues invisibles par la prétendue tyrannie du choix se muent en un choix de la tyrannie.

## Médiacratie

Par ailleurs, la violence ouverte représentée par les attaques gouvernementales contre les syndicats et contre le droit de grève, tous ces mécanismes représentent une violence symbolique invisible issue d'une inculcation constante des structures mentales de tout un chacun, notamment quotidiennement dans les médias, faisant alors de chaque travailleur un collaborateur potentiel au sens historique du terme cette fois. Et dans ce cadre, « *la laisse la plus solide que le système passe au cou de ses victimes est peut-être bien aujourd'hui celle de la « culture ».* C'est pourquoi la critique de la culture médiatique, pas seulement en mots mais en actes est devenue une dimension essentielle de la critique sociale. »<sup>1</sup>

En somme, la lutte des classes est aussi une guerre des mots : nommer les choses de telle ou telle manière revient à les faire exister autrement et à en faire une arme ou un pétard mouillé.

1. Alain Accardo, « Préface » in *Reconquista !, Premiers rebonds du Collectif Le Ressort*, Éditions du Cerisier, Cuesmes, 2012, p23-24.





## Congrès statutaire de l'Interrégionale de Bruxelles

*Les 8 et 9 juin prochains, comme tous les quatre ans, l'IRB tiendra son congrès statutaire. L'occasion de faire le point sur le travail accompli de 2012 à 2016 à travers la présentation de notre rapport moral (consultable sur notre site [www.cgsp-acod-bru.be](http://www.cgsp-acod-bru.be)), suivi des perspectives d'avenir.*

Ce développement de ces perspectives est essentiel car il est non seulement un des déterminants de la mise en adéquation de nos moyens par rapport à nos objectifs, mais surtout le cadre de références nécessaire à la mise en œuvre de notre projet d'avenir à moyen et à long terme. Car, comme dirait l'écrivain américain William Faulkner : « *Tout est à présent, comprends-tu ? Hier ne finira que demain et demain a commencé il y a 10 000 ans !* ».

Il s'agit, dans notre mouvement de gauche et de progrès, de (re)définir les axes fondamentaux de notre projet de société. Dans cette démarche, il est pertinent de se tourner un bref moment vers le passé et de se remémorer des principes fondateurs établis par la gauche historique en **1894** et formulés dans la **Charte de Quaregnon**.

Les richesses en général, et spécialement les moyens de productions, sont ou des agents naturels ou les fruits du travail, manuel et cérébral, des générations antérieures, aussi bien que de la génération actuelle. Elles doivent, par conséquent, être considérées comme le patrimoine de l'humanité.

Le droit à la jouissance de ce patrimoine, par les individus ou par les groupes, ne peut avoir d'autre fondement que l'utilité sociale et d'autre but que d'assurer à tout être humain la plus grande somme possible de liberté et de bien-être.

La réalisation de cet idéal est incompatible avec le maintien du régime capitaliste, qui divise la société en deux classes nécessairement antagonistes : l'une, qui peut jouir de la propriété sans travail ; l'autre, obligée d'abandonner une part de son produit à la classe possédante.

Les travailleurs ne peuvent attendre leur complet affranchissement que de la suppression des classes et d'une transformation radicale de la société actuelle. Cette transformation ne sera pas seulement favorable au prolétariat, mais à l'humanité tout entière. Néanmoins, comme elle est contraire aux intérêts immédiats de la classe possédante, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Ils devront avoir pour but, dans l'ordre économique, d'assurer l'usage libre et gratuit de tous les moyens de production. Ce résultat ne pourra être atteint, dans une société où le travail collectif se substitue de plus en plus au travail individuel, que par l'appropriation collective des agents naturels et des instruments de travail.

La transformation du régime capitaliste en régime collectiviste doit nécessairement être accompagnée de transformations corrélatives :



- dans l'ordre moral, par le développement des sentiments altruistes et par la pratique de la solidarité,
- dans l'ordre politique, par la transformation de l'État en administration des choses.

Le socialisme doit donc poursuivre simultanément l'émancipation économique, morale et politique du prolétariat. Néanmoins, le point de vue économique doit être dominant, car la concentration des capitaux entre les mains d'une seule classe, constitue la base de toutes les autres formes de sa domination.

Ce manifeste qui peut paraître passéiste dans la forme, respire pourtant les aspirations de progrès social, malheureusement toujours actuelles, quoique certains en disent, plus de cent ans plus tard. Et cette actualité des principes découle de ce que l'ordre social capitaliste est plus que jamais dominant et injuste.

Se retourner vers le passé pour construire notre avenir et celui des générations futures, voilà notre devoir pour le congrès fédéral qui suivra les 16 et 17 juin.

Afin d'éviter la maxime de Jean-Jacques Rousseau : « *Qui croit devoir fermer les yeux sur quelque chose se voit bientôt forcé de les fermer sur tout* » !

*Jean-Pierre Knaepenbergh*  
Secrétaire général de l'IRB-CGSP

[www.cgsp-acod-bru.be](http://www.cgsp-acod-bru.be)





# Oui à l'asile, Oui aux services publics



## Anniversaire de la grève de février aux Pays-Bas

En cette année 2016, souvenons-nous de la grève de février, une action lancée en 1941 à Amsterdam par les conducteurs(trices) de trams et les dockers syndiqué(e)s. Aujourd'hui, sommes-nous prêt(e)s à affronter la résurgence du racisme et du sentiment d'appartenance nationale qui, alimentée par les politiques d'austérité, gangrène toute l'Europe et d'autres régions du monde ?

En 2016, il est important de commémorer la grève de février, pas seulement parce que ceux (celles) qui ont protesté ont plus tard été torturé(e)s, parfois même exécuté(e)s, mais surtout parce que nous devons nous poser une question fondamentale : en tant que syndicats et membres du mouvement syndical, quel rôle devons-nous jouer ? Sommes-nous prêt(e)s à prendre les risques nécessaires pour affronter la résurgence du racisme et du sentiment d'appartenance nationale qui, alimentée par les politiques d'austérité, gangrène toute l'Europe et d'autres régions du monde ?

En dehors des Pays-Bas, rares sont ceux qui se souviennent de la grève de février. Cette grève fut lancée le 25 février 1941 par les conducteurs(trices) de trams et les dockers syndiqué(e)s d'Amsterdam en réaction au nombre croissant de pogroms soutenus par les fascistes à l'encontre des juifs, et l'établissement d'un ghetto un mois auparavant. De façon plus large, il s'agissait d'un acte provocateur de résistance face à l'occupation nazie aux Pays-Bas.

Au cours de cette journée, la grève gagna rapidement en ampleur. Les grévistes furent rejoint(e)s par les

travailleurs(euses) d'autres services publics, suivi(e)s des travailleurs(euses) du secteur privé. Des écoles fermèrent leurs portes, des magasins baissèrent le rideau. Le lendemain, le mouvement parti d'Amsterdam se propagea à d'autres grandes villes, dont Kennerland, Bussum, Hilversum ou encore Utrecht.

Le 27 février, la réaction immédiate des nazis mit fin à la grève. Si ce mouvement de protestation ne parvint pas à atteindre son objectif premier de protéger les juifs des Pays-Bas, il constitua toutefois le premier acte collectif de résistance civile jamais organisé contre le fascisme au sein de l'Europe occupée. Les participant(e)s à la grève allaient bientôt rejoindre la résistance clandestine. Ce mouvement inspira d'autres grèves contre l'Occupation, pas seulement aux Pays-Bas, mais aussi en Grèce, au Danemark, en France, en Norvège et en Belgique.

Aux Pays-Bas, cette grève est commémorée chaque année. En 2016, il est important d'honorer et de ne pas oublier la grève de février – et pas seulement parce que ceux/celles qui ont protesté lors de cette journée ont plus tard été harcelé(e)s, arrêté(e)s, torturé(e)s et

même exécuté(e)s. Notre devoir n'est pas d'attirer l'attention sur les actes de grévistes comme nous le faisons pour certains événements historiques lointains, que l'on dépoussière pour satisfaire notre nostalgie collective, puis qui retombent rapidement dans l'oubli.

Nous devons au contraire nous intéresser aux actions en elles-mêmes : face à la suprématie de l'occupant, au déploiement de toutes les forces du Reich et de ses collaborateurs fascistes à l'échelle locale contre les grévistes, c'est ce moment précis qu'ils ont choisi pour faire preuve de résistance.

Il n'est jamais trop tard pour résister, pour changer le cours de l'histoire, pour appeler d'autres camarades à faire converger leurs forces.

La graine de la résistance peut germer et faire des émules – une action tuée dans l'œuf peut inspirer plus tard d'autres personnes à agir. Si, pendant la Seconde Guerre mondiale, les mouvements de résistance ont dû faire face à une répression brutale, leurs actions ont conduit à la chute du fascisme-même.

Dans ce contexte, à l'occasion de l'anniversaire de la grève de février, nous

devons nous poser une question fondamentale : en tant que syndicats et membres du mouvement syndical, que faisons-nous ? Sommes-nous prêt(e)s à prendre les risques nécessaires pour affronter la résurgence du racisme et du sentiment d'appartenance nationale qui, alimentée par les politiques d'austérité, gangrène toute l'Europe et d'autres régions du monde ? Sommes-nous prêt(e)s, en toute lucidité, à lutter contre les conditions matérielles et les décisions politiques qui ont poussé de nombreux travailleurs(euses) à se détourner des politiques progressistes, pour rejoindre les rangs de la droite et de l'extrême droite ? Sommes-nous vraiment prêt(e)s à nous battre contre la perte du droit de grève, qui ne cesse de se réduire comme peau de chagrin depuis des années ?

Notre époque actuelle vient clairement menacer l'existence même des syndicats en tant qu'acteurs sociaux progressistes, capables de transformer les relations de pouvoir dans l'intérêt des travailleurs(euses). La montée considérable du racisme et des mouvements antiréfugié(e)s reflète le long déclin des mouvements syndicaux depuis les années 80.

Cela ne signifie pas pour autant que les syndicats seront voués à disparaître par des répressions politiques analogues aux décisions fascistes des années 30. La longue histoire de la résistance des travailleurs(euses) montre qu'une telle situation est peu probable. En revanche, ce qui est possible, et comme le laissent présager les tendances actuelles, c'est que le mouvement syndical soit neutralisé, rendu politiquement et professionnellement inefficace, voire inutile.

Les forces qui s'opposent au mouvement syndical ne souhaitent pas négocier en faveur d'un partage plus équitable des richesses mondiales. Face à la rentabilité stagnante du secteur privé, les entreprises sont déterminées à faire main basse sur l'argent public et à dépouiller les services publics, en vue de s'assurer des bénéfices. Au regard de



l'évasion fiscale généralisée des grandes entreprises, les lobbyistes soutiennent désormais ouvertement que les multinationales ne devraient pas payer d'impôts. Depuis la crise financière mondiale, les politiques d'austérité ont décimé les services publics et contribué à un niveau sans précédent de transferts publics vers le secteur financier privé. Les responsables politiques de droite profèrent des mensonges éhontés et des vérités erronées.

Est-il surprenant de constater que le racisme et le nationalisme viennent alimenter ces politiques incendiaires ?

Comme il y a 75 ans, pendant la guerre, comme durant la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, comme lors des mouvements en faveur des droits civiques aux États-Unis, les syndicats ont un rôle stratégique à jouer. Pour réduire les inégalités raciales et l'injustice, il est stratégiquement nécessaire de revendiquer des sociétés dans lesquelles la population tout entière jouit du droit à l'éducation, aux soins de santé, au logement, à l'énergie et à l'eau, en tant que services publics.

À l'heure où nous faisons face à la plus grande crise des réfugié(e)s depuis la Seconde Guerre mondiale, la question n'est pas de savoir si nous pouvons nous permettre de traiter ce problème, mais

plutôt de savoir si nous pouvons nous permettre de ne pas le faire.

Si, en tant que syndicats, nous ne parvenons pas à faire le lien entre la montée du racisme et de la xénophobie, et les conditions matérielles des inégalités générées par la privatisation des services publics, les motivations commerciales des entreprises, l'évasion fiscale, la corruption et les politiques d'austérité, alors les travailleurs(euses) continueront d'être laissé(e)s pour compte.

Pour combattre le racisme et défendre les réfugié(e)s, nous devons étendre les services publics et ramener la démocratie au cœur de nos sociétés.

Sur les tracts qui appelaient les citoyen(ne)s néerlandais(e)s à débrayer en février 1941, on pouvait lire :

« Soyez conscient(e)s de l'incroyable force de notre action collective »

Aujourd'hui, rendons hommage à leur incroyable force. Et demain, n'oublions pas le potentiel de notre incroyable force !

*Article de Jasper Goss, Coordinateur du développement syndical, ISP ; en ligne sur le site de l'ISP, le 26 février 2016.*



## Changeons l'Europe ensemble !

### 4<sup>e</sup> Congrès d'UNI Europa

Rome, du 14 au 16 mars 2016

Le 4<sup>e</sup> Congrès d'UNI Europa s'est tenu à Rome du 14 au 16 mars 2016. Il a réuni des délégués de plus de 240 organisations syndicales qui provenaient de 43 pays européens.

Le slogan du Congrès « changeons l'Europe ensemble » a été choisi pour de multiples raisons : illustrer la période de rapide mutation que connaît actuellement l'Europe, souligner la nécessité pour les syndicats du secteur des services dont celui des Télécoms de s'engager activement pour donner, enfin, à l'Europe un autre visage que celui vers lequel elle évolue aujourd'hui.

Cet intitulé reflète également le besoin urgent pour les syndicats du secteur des services d'unir leurs forces pour faire de l'Europe une Europe orientée vers les besoins des populations et non vers les objectifs du Capital !

Ce Congrès a mis en évidence l'évolution de l'environnement du monde du travail en Europe et, surtout, le potentiel de force qui réside dans l'unité et le travail collectif ainsi que la nécessité d'un contre-pouvoir syndical puissant.

Ce Congrès a réuni un nombre important de délégués travaillant, avec leurs différences, dans le but d'atteindre un objectif commun : faire de l'Europe une Europe juste et sociale.

Ce Congrès a travaillé sur les thèmes suivants : « Changer l'Europe grâce à des syndicats plus forts » ; « Changer l'Europe grâce à un meilleur pouvoir de négociation » et « Changer l'Europe en favorisant la création d'emplois de qualité ».

Résumer brièvement l'idée directrice qui s'est dégagée des nombreux témoignages et des différentes motions qui ont été approuvées lors de séances de travail est fastidieux et simple à la fois :

**L'Europe sociale, démocratique et humaniste ne pourra se concrétiser qu'avec la pression de syndicats forts, puissants et déterminés.**

Le slogan directeur de la FGTB « **Ensemble on est plus fort !** » est donc plus que jamais d'actualité.

**Ensemble, changeons l'Europe !**

*Michel Denys  
Président*



CHANGING  
**EUROPE**  
TOGETHER

4<sup>th</sup> UNI Europa Conference  
The European Services Workers Union  
Rome, 14-16 March 2016

## La Tour à Philo

Ce jeudi 3 mars, vers midi, à l'instant même où le Bureau fédéral de notre secteur s'octroyait une pause sandwich bien méritée, la Tour Proximus de Vedrin, dans la région namuroise était dynamitée.

Fait anecdotique dans le développement de l'infrastructure de Proximus me direz-vous. Bien entendu.

Outre la complexité de la démolition de cette Tour haute de 171 mètres qui avait donné à ce paysage champêtre une allure futuriste, c'est une partie de notre patrimoine syndical qui s'en est allée avec elle.



Je m'explique : cette tour, avant-gardiste dans tous les domaines tant technologiques qu'architecturaux a été le résultat de la collaboration intense des départements généraux RN (réseaux), TR (transmission) et de la Circonscription de Namur (TNR). Ces abréviations, que j'utilise avec plaisir évoqueront sans aucun doute quelques souvenirs nostalgiques aux plus anciens de nos camarades.

Cette étroite collaboration a reçu un soutien indirect mais précieux en la personne de Philippe Richard, notre ancien Président fédéral mais également Président de la régionale de Namur qui a joué un rôle de facilitateur au niveau du monde politique local et régional afin que les autorisations administratives soient accordées pour l'érection de cette tour, tellement nécessaire, à l'époque au développement des télécoms dans le Namurois.

Il y déploya tant d'énergie qu'une fois réalisée, nous l'avons baptisée de l'appellation « Tour à Philo »

La démolition de cette tour désormais largement dépassée par la technologie actuelle tourne une page de notre livre d'histoires syndicales.

## SALTO

Salto est le nom de l'application informatique utilisée dans les shops ainsi que dans les Call-centers.

Le 9 février dernier les trois organisations syndicales représentatives ont déposé un préavis de grève concernant le fonctionnement global de Salto.

Des réunions de conciliation ont eu lieu les 18 et 24 février dernier.

Lors de ces réunions les représentants syndicaux ont annoncé clairement que le personnel attendait des mesures concrètes car le stress était devenu insoutenable sur le terrain tant les dysfonctionnements de ce nouvel outil informatique étaient devenus fréquents.

Il ressort du débat que tant les responsables au sein de la direction SALES sont insuffisamment informés des problèmes rencontrés quotidiennement sur le terrain. Il faut

absolument une communication claire et efficace entre toutes les parties.

Des excuses sont formulées pour le comportement erroné de certains collaborateurs IT à l'égard de collègues confrontés aux problèmes en direct avec la clientèle. La direction a exprimé de la compréhension pour le vécu des collaborateurs, elle remercie les personnes présentes pour l'attitude constructive et instructive de ces réunions de conciliation.

Sur base des témoignages, des questions et des propositions, Proximus formule lors de la réunion du 18 février six points d'action concrets :

1. **Accès OMS** : IT rétablira dans les shops, sur demande des gérants, un accès temporaire à OMS (situation d'avant la coupure d'OMS) ; au sein de FOS des accès sont encore actifs.



**2. Solution Back office :** IT est déjà occupé à développer, sur demande de SLS, un système temporaire d'encodage en mode back-up (système de back-up qui capte toutes les données en cas de problème au programme principal de Salto, outil qui pourrait être activé en période de pics).

**3. Réunions de clients clés Salto :** démarrer, au niveau local, des réunions à la demande/sur proposition, avec des clients clés, des experts IT et des experts FOS, en vue de rechercher des solutions structurelles.

Le nom de clients clés intéressés peut être communiqué à Peter Goormans, pour planning concerté des réunions.

**4. Mesures financières :** régularisation trimestrielle de demi-jours par mois (Q4, dans la mesure du possible et Q1). Pour ce faire, toutes les courtes pannes seront cumulées et portées en compte pour autant que leur somme soit égale ou supérieure à un demi-jour.

**5. Reporting et corrections :** la qualité du reporting sera prise par IT ; il sera établi un planning de visite de tous les shops, dans le courant de l'année et ensuite en continu.

**6. Communication :** un message de reconnaissance et de remerciement de la direction sera envoyé à tous les collaborateurs, incluant les points d'action.

La direction est convaincue que ces mesures contribueront à la diminution du stress, ce qui sera évalué au terme de 2 mois.

Un conseiller technique demande, concernant l'escalade des problèmes, qu'il soit formellement demandé aux collaborateurs de faire remonter les messages d'erreurs (image d'écrans), le personnel n'ose en effet pas prendre lui-même l'initiative.

À la demande du même conseiller technique, la Director Sales invitera les gérants à faire remonter les résultats manquants.

HR examinera la demande de détachement pour un an, dans le cadre du projet « *desktop of the future* » (fin prévue en 2018).

Il est demandé d'accélérer le projet « *Web order* » et qu'il soit avant tout simple.

Les OSR demandent ensuite une interruption de séance pour discuter des points d'action formulés par l'entreprise et réagissent comme suit :

1. Le préavis de grève est maintenu, les OSR attendent des améliorations.
2. Outre les accès OMS, elles demandent la possibilité/autorisation, pour ceux qui ne connaissent pas OMS, de transmettre, lors de pannes Salto, des « *case orders* » à l'After Sales.
3. En compensation des courtes pannes répétitives en Q4, qui ne peuvent peut-être plus être retracées, elles demandent la neutralisation de 2 jours par mois dans le calcul des objectifs de ce trimestre.
4. Elles demandent des propositions plus concrètes du management pour faire baisser le niveau de stress.

Le Président prend acte du premier point.

Il propose de laisser au management le temps jusqu'au mercredi 24 février, d'examiner plus en détail, les autres points.

### Conclusion

La procédure de conciliation est prolongée jusqu'au mercredi 24 février.



**30% de réduction**  
pour les affiliés CGSP  
sur la nuitée sur base du prix affiché



Rue de Pont-à-Lesse à 5500 Dinant - [reservation@casteldepontalesse.be](mailto:reservation@casteldepontalesse.be) - 082 22 28 44 - [www.casteldepontalesse.be](http://www.casteldepontalesse.be)

**24 février 2016**

## **Engagements pris par le management**

### **1. Accès OMS en shop**

De ce débat ressort principalement la crainte vis-à-vis des systèmes M3/MCOM.

Il ressort de la discussion que les OSR sont informées que l'outil Salto est considéré comme outil principal d'encodage. L'utilisation de l'outil OMS en point de vente ou dans nos Contact-centers doit être strictement réservée aux ordres qui ne peuvent pas être encodés en Salto et/ou aux produits business. Dans tous les autres cas, l'introduction de l'ordre doit être effectuée en Salto, garantissant une qualité d'introduction supérieure et un meilleur suivi *end-to-end* pour le client et le vendeur. Pour répondre aux demandes spécifiques de certains points de vente, nous convenons d'ouvrir l'accès à OMS et ce sur demande explicite des points de vente. Par ailleurs, au vu des évolutions planifiées en 2016, une nouvelle évaluation des accès OMS sera faite au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2016 tant pour les points de vente que les Contact-centers.

### **2. Solution de back-up en points de vente (LPO)**

L'accent est mis sur l'importance de capter tous les problèmes et donc de les faire remonter.

La demande formelle d'escalade sera reprise dans la communication au personnel.

La définition du terme « panne Salto » a toute son importance, il s'agit souvent de coupures répétitives de courte durée.

Un point d'attention, de suivi hors conciliation, pour SLS/DIR concerne le « raft orange »

### **3. Réunions thématiques « Salto/IT »**

L'utilisateur clé est quelqu'un qui pose journallement les mêmes actions dans un shop ou un gérant qui connaît bien le fonctionnement de l'outil ou un shop sujet à la récurrence de problèmes.

### **4. Mesures financières : corrections des objectifs**

Il y a lieu de reformuler la communication qui laisse sous-entendre que la régularisation a déjà eu lieu.

Les inconvénients et leur vécu ne correspondent pas toujours aux pannes enregistrées dans les systèmes.

### **5. Reporting et corrections**

L'explication concernant l'outil de *reporting* (TM1 Safin) actuellement utilisé pour les Proximus centers a apporté réponse aux questions soulevées par les OSR et a permis de clarifier les doutes levés en termes de qualité et d'exactitude du *reporting* dont les données sont disponibles à J-2 pour l'ensemble des canaux de vente et ce tant pour le fixe que le mobile.

### **6. Tournées IT**

Il s'agit de visites techniques dont le focus est l'infrastructure.

### **7. Communication**

Veiller à la concordance avec les mesures antistress qui sont négociation avec les OSR.

Formaliser la demande d'escalade des problèmes et indiquer où envoyer les images d'écrans erreurs.

LBR propose de donner aux OSR l'opportunité de lire le texte de la communication avant son envoi.

## Demandes additionnelles des OSR

### 1. Création de case order

Aligner le texte de la communication avec la procédure existante concernant BCI.

### 2. Neutralisation des objectifs

Voir point 4 ci-dessus.

### 3. Mesures additionnelles : comment gérer le stress

La cause principale de stress est la gestion, mise en attente du client, pendant une panne ou un encodage. Un objectif important de l'entreprise est dès lors la réduction du temps d'encodage.

Les OSR demandent l'avancement du projet « *Desk of the future* » et de réduire autant que possible les étapes entre les gens du terrain qui subissent les problèmes et ceux qui sont amenés à les résoudre.  
Le timing du projet « *Desk of the future* » sera précisé.

Les équipes E2E proposent de venir expliquer la migration MCOM en GT SOC dans 2 à 3 semaines.

### Conclusion de la conciliation

Proximus remercie à nouveau les OSR pour le débat constructif et les échanges instructifs.

Les OSR disent apprécier les engagements du management mais souhaitent une évaluation à plus court terme que proposé, soit début Q2. Elles approuvent le résultat de la conciliation.

**La procédure de conciliation est clôturée ce 24 février.**

## À LIRE



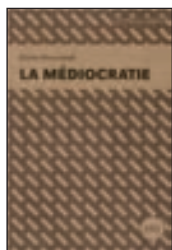
### Le sens du social

Nous vivons depuis quelques décennies une privatisation et une atomisation de la société, qui insistent les individus en concurrents et leur font perdre le véritable sens du social : la coopération. En philosophie aussi, le concept de « social », auquel on préfère souvent les idées de « commun » ou de « communauté », peine aujourd'hui encore à être reconnu. Cet essai propose donc, à la suite de Dewey, de défendre « la valeur du social en tant que catégorie » de la pensée. Il s'agit d'analyser les raisons qui ont conduit à ce discrédit, puis de reconstruire un concept qui possède à la fois une fonction descriptive et une portée morale et politique. Le livre avance la thèse que le travail, en tant qu'association et coopération, est porteur d'une exigence proprement démocratique, et que cette exigence n'est autre que l'expression politique de la structure sociale. Sur cette base, devient possible une critique des dispositifs qui privent concrètement le travail de sa dimension démocratique et répriment sa logique coopérative.

**Franck Fischbach** est professeur de philosophie à l'Université de Strasbourg.

**Franck Fischbach**, *Le sens du social, Les puissances de la coopération*, Éditions Lux, Montréal, novembre 2015, 200 p., 20 €.





### La médiocratie

« Rangez ces ouvrages compliqués, les livres comptables feront l'affaire. Ne soyez ni fier, ni spirituel, ni même à l'aise, vous risqueriez de paraître arrogant. Atténuez vos passions, elles font peur. Surtout, aucune « bonne idée », la déchiqueteuse en est pleine. Ce regard perçant qui inquiète, dilatez-le, et décontractez vos lèvres - il faut penser mou et le montrer, parler de son moi en le réduisant à peu de chose : on doit pouvoir vous caser. Les temps ont changé. Il n'y a eu aucune prise de la Bastille, rien de comparable à l'incendie du Reichstag, et l'Aurore n'a encore tiré aucun coup de feu. Pourtant, l'assaut a bel et bien été lancé et couronné de succès : les médiocres ont pris le pouvoir. »

**Alain Deneault** est docteur en philosophie de l'Université Paris-VIII. Il est aussi chroniqueur à la revue Liberté.

**Alain Deneault, *La Médiocratie*, Lux Éditions, Montréal, novembre 2015, 218 p., 15 €.**



### Les Grecs contre l'austérité

Confrontée au dogmatisme européen néolibéral, la Grèce réussira-t-elle à renégocier sa dette et à sortir de la spirale récessionniste de l'austérité ? Cet ouvrage collectif examine les enjeux de la lutte des Grecs contre l'austérité découlant des réformes structurelles dictées par la troïka des créanciers. S'appuyant notamment sur de nombreux entretiens et sur les conclusions de la Commission pour la Vérité sur la dette publique grecque, il dresse le bilan de cinq années de memoranda et dénonce l'instrumentalisation de la crise de la dette, prétexte pour imposer partout privatisations, recul de l'état social, baisse des revenus et paupérisation des classes moyennes et populaires.

**Marie-Laure Coulmin Koutsaftis**, documentariste et traductrice, dresse un état des lieux détaillé de la Grèce après cinq années d'austérité, étayé par de nombreux entretiens.

**Marie-Laure Coulmin Koutsaftis (sous la direction de), *Les Grecs contre l'austérité : Il était une fois la crise de la dette*, Éd. Le Temps des Cerises, Montreuil, décembre 2015, 230 p., 15 €.**

## TRIBUNE

## SOMMAIRE

### Infos GÉNÉRALES

- 2 /** Actualités – Dans nos régionales
- 3 /** Édito • Une journée, une expo et ... un combat à toujours recommencer
- 4 /** Dossier • Repair Café. Jeter ? Pas question !
- 6 /** ISP Santé • Liberia : atteinte aux droits syndicaux
- 7 /** Le mot qui pue • Collaborateur
- 8 /** IRB • Congrès statutaire de l'Interrégionale de Bruxelles
- 9 /** Résistance • Oui à l'asile, oui aux services publics – 75<sup>e</sup> anniversaire de la grève de février aux Pays-Bas

### Infos TÉLÉCOM AVIATION

- 11 /** Édito • Changeons l'Europe ensemble !  
4<sup>e</sup> Congrès d'UNI Europa

#### Proximus

- 12 /** La Tour à Philo  
/ Salto
- 14 /** 24 février 2016 – Engagement pris par le management
- 15 /** Demandes additionnelles des OSR
- 15 /** À lire

[www.cgspwallonne.be](http://www.cgspwallonne.be)



Membre de l'Union des Éditeurs de la Presse Périodique

Mensuel de la Centrale générale des services publics (CGSP) de la FGTP - Éditeur responsable : Gilbert Lieben - Place Fontainas, 9/11 - 1000 Bruxelles - tél. 02 508 58 11